



Message 2021-DIAF-25

5 septembre 2022

du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant le projet modifiant la loi sur la détention des chiens

Nous avons l'honneur de vous adresser le présent message à l'appui d'un projet de loi modifiant la loi du 2 novembre 2006 sur la détention des chiens (LDCh, RSF 725.3).

1. Origine et nécessité du projet

Par motion déposée et développée le 14 octobre 2020, les députés Bertrand Morel et Romain Collaud ont demandé au Conseil d'Etat une modification de la loi cantonale sur la détention des chiens. Cette motion 2020-GC-159 a été acceptée partiellement le 20 mai 2021 par le Grand Conseil, suivant ainsi la proposition faite par le Conseil d'Etat dans sa réponse du 2 mars 2021.

Le présent projet concrétise la mise en œuvre de cette motion. Il vise à reprendre les éléments qui ont été décidés par le Grand Conseil dans ce cadre, à savoir l'introduction de l'obligation de suivre des cours théoriques pour tout nouveau détenteur de chien ou pour les personnes n'en n'ayant plus détenu depuis dix ans ainsi que l'obligation de passer une évaluation de conductibilité avec tout nouveau chien dans un délai de 18 mois suivant la date d'inscription dans la base de données AMICUS par voie de modification de la LDCh et du RDCh. Comme mentionné par le Conseil d'Etat dans sa réponse, il s'agit également de supprimer l'obligation de disposer d'une autorisation pour un chien de races listées et pour la détention de plus de 4 chiens adultes dans le même ménage. Etant donné que ce projet de loi s'est limité à mettre en application les seuls éléments décidés dans la motion par le Grand Conseil, il a été renoncé à faire une consultation externe.

En parallèle au présent projet de loi, le Conseil d'Etat a également préparé une révision du règlement du 11 mars 2008 sur la détention des chiens (RDCh; RSF 725.31) qui intègre les éléments complémentaires tels qu'énumérés et décrits dans la réponse du Conseil d'Etat à la motion.

2. Commentaire des articles du projet

Chiffre I

Le chiffre I contient les modifications proposées de la loi sur la détention des chiens (LDCh).

Article 11 al. 1

Actuellement, pour définir les éducateurs et éducatrices, il est fait référence à l'ancienne attestation de compétence prévue par la législation fédérale, plus particulièrement par la loi du 16 décembre 2005 sur la protection des animaux (LPA; RS 455). Il est proposé de définir comme éducateur et éducatrice, toute personne qui dispose d'une formation au sens de l'article 34 LDCh. Cet article 34, dans sa version actuelle et qui ne sera pas modifié, prévoit que tout éducateur ou toute éducatrice doit justifier d'une formation reconnue par les autorités fédérales compétentes en la matière ou d'une autre formation reconnue par le Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (SAAV). Pour ce qui concerne la procédure de reconnaissance par le SAAV, elle est déjà prévue dans le RDCh depuis 2016 (chapitre 2.6: Reconnaissance et contrôle des éducateurs et éducatrices canins) et va demeurer telle quelle.

Articles 12 al. 3 (nouveau)

L'article 12 fixe la définition générale du détenteur ou de la détenteuse dans la loi (al. 1). Dans cet article, est aussi déjà précisée la notion de détenteur et détenteuse habituel-le (al. 2). Il est proposé d'insérer la définition du nouveau détenteur ou de la nouvelle détenteuse également dans cet article par l'adjonction d'un troisième alinéa. Sera considéré comme nouveau détenteur ou nouvelle détenteuse la personne qui n'a jamais détenu préalablement un chien ou qui n'en a pas détenu depuis dix ans. Comme déjà mentionné dans la réponse à la motion, la durée de dix a été fixée en lien avec la durée de vie d'un chien qui est en moyenne de 10 à 12 ans.

Dans le règlement, il sera spécifié que la preuve de la détention antérieure peut être apportée au moyen des données inscrites dans la banque de données AMICUS. Le SAAV pourra également accepter d'autres moyens de preuves et il statuera sur les demandes de dérogation. Les décisions rendues par le SAAV en la matière pourront être contestées conformément aux règles usuelles définies par le Code de procédure et juridiction administrative (CPJA; RSF 150.1).

Article 19

Comme indiqué dans la réponse à la motion, l'obligation de disposer d'une autorisation pour un chien de races listées peut être abrogée étant donné l'évaluation statistique des groupes de races de chiens et de morsures effectuée (cf. contenu de la réponse du CE à la motion en date du 2 mars 2021) et l'introduction de l'obligation générale d'effectuer une évaluation pratique de conductibilité pour tout chien nouvellement détenu. Il en va de même pour l'obligation de disposition d'une autorisation pour la détention de plus de 4 chiens adultes dans un même ménage. En effet, tous ces chiens, pour lesquels une autorisation était nécessaire jusqu'à présent pour les détenir, seront de toute façon évalués par l'introduction de l'évaluation de conductibilité obligatoire.

Article 28a

Le premier alinéa introduit l'obligation pour tout nouveau détenteur ou nouvelle détentrice de suivre un cours théorique obligatoire. Par ce biais, il sera ainsi possible d'informer ces nouveaux détenteurs et nouvelles détentrices sur leurs obligations afin de garantir le bien-être de l'animal et les autres obligations relatives à la détention d'un chien, mais également sur leurs responsabilités relatives à la sécurité publique, la sécurité intrafamiliale (prévention des accidents par morsure) et ainsi de développer le civisme canin.

Pour ce qui concerne la notion de nouveau détenteur ou de nouvelle détentrice, il est renvoyé au commentaire de l'article 12 ci-dessus. Le RDCh spécifiera que ce cours obligatoire sera dispensé par des éducateurs et éducatrices. Il comprendra au moins cinq heures de théorie, comme prévu par l'article 31 de l'ordonnance fédérale du DFI du 5 septembre 2008 sur les formations à la détention d'animaux et à la manière de les traiter (OFPA, RS 455.109.1). Une attestation sera délivrée à la personne qui l'aura suivi dans son intégralité. Cette dernière devra être présentée aux autorités qui la requièrent, par exemple par la commune lorsqu'elle procède à l'enregistrement dans AMICUS.

Actuellement, les nouveaux détenteurs et les nouvelles détentrices doivent s'annoncer auprès de leur commune et fournir les données les concernant afin d'obtenir un numéro ID dans AMICUS. Il est prévu qu'en sus de ces données, les nouveaux détenteurs et les nouvelles détentrices devront présenter, sur demande, aux autorités communales l'attestation du suivi du cours théorique, les preuves de détention antérieures ou les décisions de dérogation du SAAV.

Le deuxième alinéa de cet article consacre le principe voulu par la motion que tout chien nouvellement détenu est soumis à une évaluation de conductibilité. Cette évaluation doit être passée pour toute nouvelle détention de chien même s'il ne s'agit pas du premier chien détenu par la personne. Le RDCh précisera qu'elle aura lieu dans un délai de 18 mois

dès l'inscription du chien dans la banque de données AMICUS. L'évaluation de conductibilité doit pouvoir permettre de déterminer la capacité du détenteur ou de la détentrice à garder son chien sous contrôle ainsi que d'évaluer le comportement du chien par l'éducateur ou à l'éducatrice afin qu'il ne mette pas en danger des humains ou autres animaux. Avec le délai de 18 mois, le détenteur ou la détentrice a ainsi la possibilité de suivre des cours pratiques avec son nouveau chien s'il le juge nécessaire. En effet, l'appréciation de la nécessité de suivre de tels cours pratiques est de la responsabilité du détenteur ou de la détentrice, l'objectif final étant la réussite de l'évaluation de conductibilité.

Les modalités de cette évaluation de conductibilité seront définies dans le RDCh. Il s'agira d'une évaluation pratique qui doit être effectuée auprès d'un éducateur ou d'une éducatrice et sur la base d'un formulaire d'évaluation standardisé fourni par le SAAV. En cas d'échec, il y aura la possibilité de la répéter au maximum deux fois dans un délai supplémentaire de 12 mois. En cas d'échec à la troisième évaluation ou si l'évaluation ne devait pas être répétée dans les 12 mois, alors l'éducateur ou l'éducatrice devra en informer le SAAV. Ce dernier procédera alors à une évaluation officielle. Au vu du résultat obtenu, des mesures éducatives ou de sécurité publique pourraient être ordonnées, comme celles énumérées à l'article 27 LDCh qui seront applicables par analogie. Par exemple, l'obligation de poursuivre les cours d'éducation canine avec le suivi d'un vétérinaire comportementaliste ou le port de laisse et de muselière pourrait être ordonné.

Les frais des cours obligatoires, des évaluations de conductibilité et des évaluations officielles sont à la charge des détenteurs ou détentrices.

Article 44 al. 1

Il s'agit d'adapter la liste des contraventions à la présente modification de la loi.

Article 56a (nouveau)

Les règles de droit transitoire sont prévues. En effet, il s'agit de soumettre à l'évaluation de conductibilité obligatoire les chiens nés après l'entrée en vigueur de cette modification légale. Les chiens nés avant l'entrée en vigueur resteraient ainsi soumis aux anciennes règles.

Toutefois, cette exception ne sera pas valable pour les chiens qui faisaient préalablement l'objet d'une autorisation de détention avec charge sécuritaire en fonction de leur race, les chiens dont la procédure d'autorisation en fonction de leur race n'est pas terminée et les chiens qui ont une autorisation de détention avec charges éducatives. Ces derniers devront obligatoirement, dans un délai de 2 ans, se soumettre soit à une évaluation officielle par le SAAV, soit à une évaluation

pratique de conductibilité auprès d'un éducateur ou d'une éducatrice.

A noter enfin que, tout chien né avant l'entrée en vigueur de la présente modification et qui devait présenter des signes d'un comportement d'agression supérieur à la norme ou qui devait blesser une personne ou un animal, peut faire l'objet de mesures ordonnées par le SAAV en application notamment de l'article 27 LDCh, comme c'est déjà le cas actuellement.

Partie II

Il n'est pas prévu de modifier d'autres actes législatifs.

Partie III

Aucune abrogation d'acte n'est prévue.

Partie IV

Cela concerne l'entrée en vigueur de la loi qui sera défini par le Conseil d'Etat.

3. Incidences financières et en personnel

Le présent projet de loi n'a pas d'incidences financières et en personnel. Les tâches du SAAV instaurées par la présente modification légale, plus particulièrement la volumétrie annuelle des évaluations officielles, seront effectuées avec les ressources en personnel actuelles du service, dans la mesure où l'article 19 est abrogé et qu'un contrôle est effectué lors de l'ouverture d'une procédure administrative suite à une morsure au sens des articles 26 à 28 LDCh. En outre, il sied de relever que les frais des cours obligatoires, des évaluations de conductibilité, des évaluations officielles, des enquêtes, des agréments et autres mesures liés au domaine canin sont à la charge des détenteurs et détentrices des chiens. Le SAAV, pour les tâches qui lui incombent, pourra prélever un émolument en application de l'ordonnance du 19 août 2014 fixant le tarif des frais du Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (RSF 821.30.16; OFSAAV).

4. Influence du projet sur la répartition des tâches état-communes

Le présent projet de loi n'a aucune influence sur la répartition actuelle des tâches entre l'Etat et les communes.

5. Conformité au droit fédéral et eurocompatibilité

Les modifications ou adaptations concernées par le présent projet de loi sont conformes au droit fédéral.

Ce projet de loi ne rencontre par ailleurs aucune incompatibilité avec le droit européen.

6. Développement durable

Le présent projet est conforme aux principes du développement durable.



Botschaft 2021-DIAF-25

5. September 2022

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Gesetzesentwurf über die Änderung des Gesetzes über die Hundehaltung

Wir unterbreiten Ihnen hiermit eine Botschaft zu einem Gesetzesentwurf zur Änderung des Gesetzes vom 2. November 2006 über die Hundehaltung (HHG, SGF 725.3).

1. Ursprung und Notwendigkeit des Entwurfs

In einer am 14. Oktober 2020 eingereichten und begründeten Motion ersuchen die Grossräte Bertrand Morel und Romain Collaud den Staatsrat um eine Änderung des kantonalen Gesetzes über die Hundehaltung. Der Grosse Rat hat diese Motion am 20. Mai 2021 teilweise angenommen und folgte somit dem Antrag des Staatsrats gemäss seiner Antwort vom 2. März 2021.

Dieser Entwurf konkretisiert die Umsetzung dieser Motion. Mit dem Entwurf sollen die vom Grossen Rat in diesem Rahmen beschlossenen Elemente übernommen werden, d.h. die Einführung von obligatorischen Theoriekursen für alle neuen Hundehalter oder für Personen, die seit mindestens zehn Jahren keinen Hund mehr gehalten haben, sowie der Pflicht, mit jedem neuen Hund innerhalb von 18 Monaten nach der Erfassung des Hundes in der Datenbank AMICUS erfolgreich eine Führbarkeitsbeurteilung zu absolvieren. Diese Einführungen erfolgen über eine Änderung des HHG und des HHR. Wie der Staatsrat in seiner Antwort anführte, sollen zudem die Bewilligungspflicht für einen Hund der vom Staatsrat bezeichneten Rassen und jene für die Haltung von mehr als 4 erwachsenen Hunden im gleichen Haushalt aufgehoben werden. Da sich dieser Gesetzesentwurf darauf beschränkt, die vom Grossen Rat in der Motion beschlossenen Aspekte umzusetzen, wurde auf ein externes Vernehmlassungsverfahren verzichtet.

Parallel zu diesem Gesetzesentwurf hat der Staatsrat auch eine Revision des Reglements vom 11. März 2008 über die Hundehaltung (HHR; SGF 725.31) ausgearbeitet, welche die zusätzlichen Aspekte einbezieht, die in der Antwort des Staatsrats auf die Motion aufgelistet und beschrieben sind.

2. Kommentar zu den einzelnen Artikeln des Gesetzesentwurfs

Teil I

Der 1. Teil enthält die vorgeschlagenen Änderungen des Gesetzes über die Hundehaltung (HHG).

Artikel 11 Abs. 1

Aktuell wird für die Definition der Hundeausbilderinnen und -ausbilder auf den früheren Sachkundeausweis Bezug genommen, der in der Bundesgesetzgebung, insbesondere im Tierschutzgesetz vom 16. Dezember 2005 (TSchG; SR 455) vorgesehen war. Es wird vorgeschlagen, als Hundeausbilderinnen und -ausbilder alle Personen zu definieren, die über eine Ausbildung im Sinne von Artikel 34 HHG verfügen. Artikel 34, der in seiner aktuellen Form beibehalten wird, sieht vor, dass jede Ausbilderin und jeder Ausbilder eine Ausbildung, die von den in diesem Bereich zuständigen Bundesbehörden anerkannt wird, oder eine andere vom Amt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (LSVW) anerkannte Ausbildung vorweisen können muss. Das Anerkennungsverfahren durch das LSVW ist bereits seit 2016 im HHR vorgesehen (Kapitel 2.6: Anerkennung und Kontrolle von Hundeausbilderinnen und -ausbildern), und wird so beibehalten.

Artikel 12 Abs. 3 (neu)

Artikel 12 legt die allgemeine Definition der Halterinnen und Halter im Gesetz fest (Abs. 1). In diesem Artikel ist auch der Begriff der ordentlichen Halterin und des ordentlichen Halters bereits präzisiert (Abs. 2). Es wird vorgeschlagen, die Definition der neuen Halterin und des neuen Halters ebenfalls in diesem Artikel aufzunehmen, indem ein dritter Absatz hinzugefügt wird. Als neue Halterin oder neuer Halter gilt demnach eine Person, die noch nie einen Hund gehalten hat oder seit zehn Jahren keinen Hund gehalten hat. Wie bereits in der Antwort auf die Motion erwähnt, wurde die Dauer von zehn Jahren in Zusammenhang mit der Lebensdauer eines Hundes festgelegt, die durchschnittlich 10 bis 12 Jahre beträgt.

Im Reglement wird spezifiziert werden, dass der Nachweis, dass früher bereits ein Hund gehalten wurde, anhand der

Daten in der Datenbank AMICUS erbracht werden kann. Das LSVW kann auch andere Nachweise zulassen und es entscheidet über allfällige Ausnahmegewilligungen. Die Entscheide des LSVW in diesem Bereich können nach den üblichen Regeln nach dem Gesetz über die Verwaltungsrechtspflege (VRG; SGF 150.1) angefochten werden.

Artikel 19

Wie in der Antwort auf die Motion erwähnt, kann die Bewilligungspflicht für einen Hund der vom Staatsrat bezeichneten Rassen angesichts der Statistiken der Rassengruppen und der Hundebisse (s. Inhalt der Antwort des SR auf die Motion vom 2. März 2021) und der Einführung der allgemeinen Pflicht, eine praktische Beurteilung der Führbarkeit für jeden neu gehaltenen Hund durchzuführen, aufgehoben werden. Dasselbe gilt für die Vorschrift, dass für die Haltung von mehr als 4 erwachsenen Hunden im gleichen Haushalt eine Bewilligung erforderlich ist. All diese Hunde, für deren Haltung bis anhin eine Bewilligung nötig war, werden durch die Einführung der obligatorischen Führbarkeitsbeurteilung ohnehin beurteilt.

Art. 28a

Der erste Absatz führt für alle neuen Halterinnen und Halter die Pflicht ein, einen obligatorischen Theoriekurs zu besuchen. Auf diesem Weg können diesen neuen Halterinnen und Haltern zum einen ihre Pflichten vermittelt werden, damit das Wohlergehen des Tiers und die übrigen Pflichten in Zusammenhang mit der Haltung eines Hundes gewährleistet sind, aber auch ihre Verantwortung bezüglich der öffentlichen Sicherheit und der innerfamiliären Sicherheit (Prävention von Beissunfällen) sowie die Rücksichtnahme der Hundehalter auf die Allgemeinheit.

Zum Begriff der neuen Halterinnen und Halter wird auf den Kommentar zu Artikel 12 verwiesen. Im HHR wird festgehalten werden, dass der obligatorische Kurs von Ausbilderinnen und Ausbildern erteilt wird. Er umfasst mindestens fünf Stunden Theorie, wie in Artikel 31 der Bundesverordnung des EDI vom 5. September 2008 über Ausbildungen in der Tierhaltung und im Umgang mit Tieren (TSchAV, SR 455.109.1) vorgesehen. Personen, die den ganzen Kurs besucht haben, erhalten eine Bestätigung. Diese Bestätigung muss den Behörden vorgelegt werden, die sie verlangen, beispielsweise der Gemeinde, wenn sie die Registrierung in AMICUS vornimmt.

Derzeit müssen sich neue Halterinnen und Halter bei ihrer Gemeinde melden und ihr die ihre oder seine Person betreffenden Daten übermitteln, um eine Identitätsnummer in AMICUS zu erhalten. Es ist vorgesehen, dass die neuen Halterinnen und Halter über diese Daten hinaus den Gemeindebehörden auf Verlangen die Bestätigung des Theoriekurses,

Nachweise für eine frühere Haltung oder die Ausnahmegewilligung des LSVW vorlegen müssen.

Der zweite Absatz dieses Artikels stellt den von der Motion gewollten Grundsatz auf, wonach mit jedem neu gehaltenen Hund eine Beurteilung der Führbarkeit durchgeführt werden muss. Diese Beurteilung muss für jeden Hund, der neu gehalten wird, absolviert werden, auch wenn es sich nicht um den ersten Hund einer Halterin oder eines Halters handelt. Im HHR wird präzisiert werden, dass sie innert einer Frist von 18 Monaten nach der Eintragung eines neuen Hundes in der Datenbank AMICUS erfolgen muss. Mit der Beurteilung der Führbarkeit muss festgestellt werden können, ob die Halterin oder der Halter in der Lage ist, ihren oder seinen Hund unter Kontrolle zu halten. Zudem muss die Hundeausbilderin oder der Hundeausbilder das Verhalten des Hundes beurteilen, damit dieser keine Menschen oder anderen Tiere gefährdet. Mit der Frist von 18 Monaten hat die Halterin oder der Halter die Möglichkeit, praktische Kurse mit dem neuen Hund zu besuchen, falls sie oder er dies für nötig erachtet. Die Einschätzung, ob solche praktischen Kurse besucht werden müssen, liegt in der Verantwortung der Halterin oder des Halters, im Wissen, dass das Endziel das Bestehen der Beurteilung der Führbarkeit ist.

Die Modalitäten dieser Beurteilung der Führbarkeit werden im HHR festgelegt. Es handelt sich um eine praktische Beurteilung, die bei einer Ausbilderin oder einem Ausbilder basierend auf einem standardisierten Beurteilungsfeld des LSVW erfolgen muss. Bei Nichtbestehen kann die Beurteilung innerhalb einer zusätzlichen Frist von 12 Monaten höchstens zweimal wiederholt werden. Fällt auch die dritte Beurteilung der Führbarkeit negativ aus oder wird sie nicht innerhalb von 12 Monaten wiederholt, muss die Ausbilderin oder der Ausbilder das LSVW informieren. Dieses nimmt eine offizielle Beurteilung vor. Je nach Ergebnis können erzieherische Massnahmen oder Massnahmen für die öffentliche Sicherheit angeordnet werden wie jene, die in Artikel 27 HHG aufgelistet sind, und die sinngemäss gelten. Es könnte zum Beispiel angeordnet werden, einen Hundeeziehungskurs unter Beizug eines Tierarztes für Verhaltensmedizin zu absolvieren, oder eine Leinen- oder Maulkorbpflicht.

Die Kosten für die obligatorischen Kurse, die Beurteilung der Führbarkeit und die offiziellen Beurteilungen gehen zu Lasten der Halterin oder des Halters.

Artikel 44 Abs. 1

Die Liste der Übertretungen wird an die vorliegende Gesetzesänderung angepasst.

Artikel 56a (neu)

Hier werden die Bestimmungen des Übergangsrechts vorgesehen. Und zwar wird eine obligatorische Beurteilung der

Führbarkeit für Hunde vorgesehen, die nach dem Inkrafttreten dieser Gesetzesänderung geboren wurden. Vor dem Inkrafttreten geborene Hunde bleiben somit den alten Bestimmungen unterstellt.

Diese Ausnahme gilt jedoch nicht für Hunde, die zuvor Gegenstand einer Haltungsbewilligung mit Sicherheitsauflagen entsprechend ihrer Rasse waren, Hunde, deren Bewilligungsverfahren entsprechend der Rasse nicht abgeschlossen ist, und Hunde, die eine Haltungsbewilligung mit Ausbildungsauflagen haben. Letztere müssen innerhalb von zwei Jahren einer offiziellen Beurteilung durch das LSVW oder einer praktischen Beurteilung der Führbarkeit durch eine Ausbilderin oder einen Ausbilder unterzogen werden.

Abschliessend sei bemerkt, dass vor dem Inkrafttreten dieser Änderung geborene Hunde, die Anzeichen eines überdurchschnittlichen Aggressionsverhaltens zeigen oder eine Person oder ein Tier verletzt haben, Gegenstand von Massnahmen sein können, die das LSVW in Anwendung insbesondere von Artikel 27 HHG ergreift, wie dies bereits heute der Fall ist.

Teil II

Es ist keine Änderung von anderen Erlassen vorgesehen.

Teil III

Die Aufhebung von Erlassen ist nicht vorgesehen.

Teil IV

Dieser Teil betrifft das Inkrafttreten des Gesetzes, das vom Staatsrat festgelegt wird.

3. Finanzielle und personelle Auswirkungen

Dieser Gesetzesentwurf hat keine finanziellen und personellen Auswirkungen. Die Aufgaben des LSVW, die durch diese Gesetzesänderung eingeführt werden, genauer gesagt, das jährliche Volumen der offiziellen Beurteilungen, werden mit den derzeitigen Personalressourcen des Amtes ausgeführt, da Artikel 19 aufgehoben wird und eine Überprüfung bei der Eröffnung eines Verwaltungsverfahrens bei Bissverletzungen im Sinne von Artikel 26–28 HHG erfolgt. Im Übrigen sei darauf hingewiesen, dass die Kosten für die obligatorischen Kurse, die Beurteilungen der Führbarkeit, die offiziellen Beurteilungen, die Untersuchungen, die Zulassungen und weitere Massnahmen im Bereich Hunde zu Lasten der Hundehalterinnen und Hundehalter gehen. Das LSVW kann für die ihm übertragenen Aufgaben eine Gebühr in Anwendung der Verordnung vom 19. August 2014 über den Tarif der Kosten des Amtes für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (SGF 821.30.16; KLSVWV) erheben.

4. Auswirkung des Entwurfs auf die Aufgabenteilung zwischen Staat und Gemeinden

Dieser Gesetzesentwurf hat keinen Einfluss auf die gegenwärtige Aufgabenteilung zwischen dem Staat und den Gemeinden.

5. Übereinstimmung mit dem Bundesrecht und Europaverträglichkeit

Die Änderungen oder Anpassungen, die dieser Entwurf nach sich zieht, sind bundesrechtskonform.

Dieser Gesetzesentwurf ist im Übrigen mit dem Europarecht vereinbar.

6. Nachhaltige Entwicklung

Dieser Gesetzesentwurf entspricht den Grundsätzen der Nachhaltigkeit.

Loi modifiant la loi sur la détention des chiens

du...

Actes concernés (numéros RSF):

Nouveau: –
Modifié(s): **725.3**
Abrogé(s): –

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu le message 2021-DIAF-25 du Conseil d'Etat du 5 septembre 2022;
Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

I.

L'acte RSF 725.3 (Loi sur la détention des chiens (LDCh), du 2.11.2006) est modifié comme il suit:

Art. 11 al. 1 (modifié)

Educateur et éducatrice (*inchangé*) [DE: (titre médian modifié)]

¹ Est considérée comme éducateur ou éducatrice toute personne qui dispose d'une formation au sens de l'article 34 de la présente loi.

Art. 12 al. 3 (nouveau)

³ Est considérée comme nouveau détenteur ou nouvelle détentrice la personne qui n'a jamais détenu préalablement un chien ou qui n'en a pas détenu depuis dix ans.

Gesetz zur Änderung des Gesetzes über die Hundehaltung

vom...

Betroffene Erlasse (SGF Nummern):

Neu: –
Geändert: **725.3**
Aufgehoben: –

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

nach Einsicht in die Botschaft des Staatsrats 2021-DIAF-25 vom 5. September 2022;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

I.

Der Erlass SGF 725.3 (Gesetz über die Hundehaltung (HHG), vom 2.11.2006) wird wie folgt geändert:

Art. 11 Abs. 1 (geändert)

Ausbilderinnen und Ausbilder (*Artikelüberschrift geändert*) [FR: (unverändert)]

¹ Als Hundeausbilderinnen oder -ausbilder gelten Personen, die über eine Ausbildung im Sinne von Artikel 34 dieses Gesetzes verfügen.

Art. 12 Abs. 3 (neu)

³ Als neue Halterin oder neuer Halter gilt eine Person, die noch nie einen Hund gehalten hat oder seit zehn Jahren keinen Hund gehalten hat.

Art. 19

Abrogé

Art. 28a (nouveau)

Cours théorique et évaluation de conductibilité

¹ Les nouveaux détenteurs et nouvelles détentrices doivent suivre un cours théorique obligatoire.

² Tout chien nouvellement détenu est soumis à une évaluation pratique de conductibilité. En cas d'échec à l'évaluation de conductibilité, le Service peut ordonner des mesures éducatives ou de sécurité publique. L'article 27 al. 1 est applicable par analogie.

³ Le Conseil d'Etat en fixe les modalités et les dérogations possibles.

⁴ Les frais y relatifs sont à la charge du détenteur ou de la détentrice.

Art. 44 al. 1 (modifié)

¹ Est passible de l'amende la personne qui contrevient intentionnellement aux dispositions des articles 16, 20 al. 1, 21 al. 1 et 3, 25 al. 1, 26 al. 3, 28a, 31, 34 al. 1, 35 al. 1 et 39.

Art. 56a (nouveau)

Droit transitoire – Modification du 5 septembre 2022 – Cours théorique et évaluation de conductibilité

¹ L'évaluation de conductibilité est applicable aux chiens nouvellement détenus nés après l'entrée en vigueur de cette modification.

² Toutefois, les chiens qui faisaient précédemment l'objet d'une autorisation de détention avec charge sécuritaire en fonction de leur race sont soumis à une évaluation de conductibilité officielle qui doit être faite par le Service dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la modification.

³ Les chiens qui faisaient précédemment l'objet d'une autorisation de détention avec charge éducative ou les chiens dont la procédure d'autorisation en fonction de leur race n'est pas terminée sont soumis à une évaluation pratique de conductibilité qui doit être faite par un éducateur ou une éducatrice dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de la modification.

Art. 19

Aufgehoben

Art. 28a (neu)

Theoriekurs und Beurteilung der Führbarkeit

¹ Die neuen Halterinnen und Halter müssen einen obligatorischen Theoriekurs besuchen.

² Jeder neu gehaltene Hund wird einer praktischen Beurteilung der Führbarkeit unterzogen. Besteht das Tier die Beurteilung der Führbarkeit nicht, so kann das Amt erzieherische Massnahmen oder Massnahmen für die öffentliche Sicherheit anordnen. Artikel 27 Abs. 1 gilt sinngemäss.

³ Der Staatsrat legt die Modalitäten und die möglichen Ausnahmen fest.

⁴ Die damit verbundenen Kosten gehen zu Lasten der Hundehalterin oder des Hundehalters.

Art. 44 Abs. 1 (geändert)

¹ Wer absichtlich gegen die Bestimmungen der Artikel 16, 20 Abs. 1, 21 Abs. 1 und 3, 25 Abs. 1, 26 Abs. 3, 28a, 31, 34 Abs. 1, 35 Abs. 1 und 39 verstösst, wird mit Busse bestraft.

Art. 56a (neu)

Übergangsrecht – Änderung vom 5. September 2022 – Theoriekurs und Beurteilung der Führbarkeit

¹ Die Beurteilung der Führbarkeit gilt für Hunde, die nach dem Inkrafttreten dieser Änderung neu gehalten werden.

² Hunde, für die zuvor eine Haltungsbewilligung mit Sicherheitsauflagen entsprechend ihrer Rasse nötig war, müssen einer offiziellen Beurteilung der Führbarkeit unterzogen werden, die vom Amt innerhalb von zwei Jahren nach Inkrafttreten der Änderung durchgeführt wird.

³ Hunde, für die zuvor eine Haltungsbewilligung mit Ausbildungsauflagen nötig war, oder Hunde, deren Bewilligungsverfahren entsprechend der Rasse nicht abgeschlossen ist, müssen einer Beurteilung der Führbarkeit unterzogen werden, die von einer Ausbilderin oder einem Ausbilder innerhalb von zwei Jahren nach Inkrafttreten der Änderung durchgeführt wird.

II.

Aucune modification d'actes dans cette partie.

III.

Aucune abrogation d'actes dans cette partie.

IV.

La présente loi est soumise au referendum législatif. Elle n'est pas soumise au referendum financier.

Le Conseil d'Etat fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi.

II.

Keine Änderung von Erlassen in diesem Abschnitt.

III.

Keine Aufhebung von Erlassen in diesem Abschnitt.

IV.

Dieses Gesetz untersteht dem Gesetzesreferendum. Es untersteht nicht dem Finanzreferendum.

Der Staatsrat legt das Inkrafttreten dieses Gesetzes fest.